

Altérité et sécurité humaine au Sud Cameroun : ce que la criminalité et l'instrumentalisation sociopolitique font au vivre ensemble

Fred Jérémie MEDOU NGOA

Université de Douala (Cameroun)

PLAN

Introduction

L'insécurité humaine au Sud Cameroun et le rapport à l'Autre

Réactions ethno-populaires et sociopolitiques à l'insécurité humaine

Conclusion

Introduction

Les affrontements entre Bulu et Bamiléké à Ébolowa en 1992¹, dans un contexte de restauration du multipartisme et d'élection présidentielle, n'ont pas suffi à dissiper des clivages politiques à sous-bassement identitaire. En 2019, c'est au tour d'inaugurer ceux entre Bulu et Bamoun à Sangmélina, le chef-lieu du département du Dja et Lobo dont est originaire le chef de l'État du Cameroun, Paul Biya. En ce temps post-électoral qui a eu la particularité d'être précédé d'un scrutin très discuté et aux résultats contestés, à tort ou à raison, mais aussi dans un contexte sécuritaire fragile, sans oublier la mobilisation d'un répertoire d'action collective de nature protestataire et contestataire de l'ordre gouvernant de Yaoundé et de son dirigeant, et même de ses dirigeants, par une frange non négligeable de la diaspora camerounaise, entre autres, la ville de Sangmélina va révéler les failles du vivre ensemble ; plus précisément de l'intégration nationale, à la suite d'un énième assassinat enregistré dans les pages de la conscience collective et individuelle de ladite ville.

Ce qui se joue, en effet, à Sangmélina en 2019, est révélateur de ce que « la mort continue de susciter de profondes émotions »² au Sud Cameroun. Cet état de fait révèle, de façon générale, que, de quelque manière qu'une cause agisse, elle ne devient violence, au sens prégnant du terme, qu'à partir du moment où elle touche à des rapports moraux³. C'est qu'en effet, dans un monde désormais entré de plein pied dans la modernité, la violence s'est étendue, s'est universalisée et s'est diversifiée⁴. La forte densité de population, l'anonymat et la remise en cause de l'autorité traditionnelle, confrontée à la modernité, contribuent à la hausse de la criminalité⁵. Par ailleurs, « le problème de la sécurité semble hanter nos sociétés et les demandes de sécurisation, de plus en plus pressantes, se trouvent au centre de nombreux

¹ Zambo Belinga J.-M., « Démocratisation, exacerbation, régime identitaire et rivalités ethniques : Le cas du Sud-Cameroun », *Afrique et développement*, vol. XXVII, n° 1 & 2, 2002, p. 186.

² Nantang J., « The Mortuary Sphere, Privilege and the Politics of Belonging in Contemporary Cameroon », *Africa: Journal of the international african institute*, vol. 75, n° 3, 2005, p. 325.

³ Benjamin W. cité par Merklen D., « De la violence politique en démocratie », *Cités*, n° 50, 2012, p. 57.

⁴ Perouse de Montclos M.-A., *Villes et violence en Afrique noire*, Paris, Karthala, 2002, p. 25.

⁵ *Ibid.*, p. 11.

discours politiques et économiques où se manifestent les contradictions sociales. C'est dans cette perspective qu'il faut situer la menace que fait peser la criminalité sur la collectivité et l'exploitation qui est faite de la peur du crime et de l'insécurité par certains groupes ou "entrepreneurs moraux" pour exiger des législations spéciales, augmenter le nombre et les pouvoirs de la police, critiquer le système judiciaire »⁶.

L'insécurité semble résulter ici, en effet, d'un lien entre le registre du monde conçu, des identités, et du monde vécu, des pratiques du civisme ordinaire⁷. Bien que non strictement linéaire, l'augmentation de la délinquance et de la criminalité est continue. Elle va de pair avec l'urbanisation, la croissance économique qui permet l'achat de biens de consommation comme jamais précédemment dans l'histoire, la modification des styles de vie et plus largement des valeurs⁸. Sous la forme du crime, elle est emblématique de la transgression des règles à la fois morales, sociales et religieuses. Dans cet ordre d'idées, le criminel est un déviant, mieux un acteur de l'anomie qui s'évade du carcan de ces normes, pour exceller dans son activité : la criminalité. Il banalise, par ce fait même, le droit, la loi, du moins le temps de l'acte. Ainsi envisagé, « on ne peut ignorer le crime comme cause possible de l'insécurité »⁹. Et en ville, le brassage des ethnies n'est pas évident si l'on affine l'analyse au niveau des quartiers¹⁰.

À la lumière de toutes ces considérations, quelques questionnements méritent d'être articulés. De quels poids pèsent des actes de crime sur la vie de citoyens d'horizons divers ? Quelles étaient les motivations réelles des acteurs et agents des mouvements sociaux qui ont mis en interactions conflictuelles les habitants de la ville de Sangmélina en 2019 ? Les préjugés et les biais dans la désignation des coupables de crimes à Sangmélina ont eu quels impacts sur l'ordre public ? Comment a-t-on reconstruit l'ordre public et le vivre ensemble dans cette ville ?

Pour apporter des réponses à ces questionnements, en plus de l'exploitation des données documentaires, l'on a eu recours non seulement à l'observation de quelques traces des conséquences des casses, mais surtout, à des entretiens semi-directifs menés dans la ville de Sangmélina en juillet 2020. Il en ressort que l'insécurité humaine au Sud Cameroun, notamment à Sangmélina, a clairement posé le problème du rapport à l'Autre, au plan ethnique et des classes sociales. Face à cette question de l'insécurité humaine, des réactions ethno-populaires et sociopolitiques se sont présentées comme des marqueurs de fissures et de sutures du vivre ensemble.

L'insécurité humaine au Sud Cameroun et le rapport à l'Autre

L'insécurité humaine, dans le cas d'espèce, est appréhendée en focalisant l'attention sur l'Autre. Ce dernier est généralement et spontanément considéré comme le bouc émissaire idéal en matière de criminalité, ce qui n'exclut pas bien sûr des biais dans la détermination et le traitement du ou des criminels désignés. Par ailleurs, au Sud Cameroun, la sécurité humaine peut être éclairée en prenant au sérieux le fardeau élitaires que représentent les jeunes.

L'Autre, bouc émissaire en matière de criminalité et ses biais

Comme le note Denise Jodelet, « la question de l'altérité s'inscrit dans un espace intellectuel de large empan, qui va de la philosophie, de la morale et du juridique, jusqu'aux sciences de

⁶ Louis-Guerin C., « Les réactions sociales au crime : peur et punitivité », *Revue française de sociologie*, vol. 25, n° 4, 1984, p. 623.

⁷ Roché S., « L'insécurité : entre crime et citoyenneté », *Déviance et société*, vol. 15, n° 3, 1991, p. 302.

⁸ *Ibid.*, 1991, p. 303.

⁹ Wright et Galaway cité par Roché S., 1991, *ibid.*, p. 301.

¹⁰ Pérouse de Montclos, 2002, p. 25.

l'homme et de la société. Cette question a particulièrement interrogé, de longue date, plusieurs sciences sociales, retenant leur réflexion, souvent depuis leur fondation, comme en anthropologie, ou depuis leur période classique, comme en sociologie »¹¹.

Le rapport à l'Autre ethno régional au Cameroun n'est pas toujours un rapport qui rappelle un long fleuve tranquille. Dans cet ordre d'idées, l'on peut entendre les propos qui suivent : « Ça a commencé à l'envol entre les hommes en tenue¹² et un *bensikineur*¹³ qui a été interpellé en tant que suspect d'un assassinat. Le problème naît lorsque les membres de la famille de la victime déclarent que l'un d'entre eux a été assassiné, et, par un Bamoun. Donc le *bensikineur* en question était leur suspect [il portait les babouches du décédé et avait sur lui le téléphone de cette victime]. C'est là où le soulèvement a commencé. La police a emmené le suspect. Les autochtones voulaient la justice populaire. Les bagarres ont commencé entre les allogènes et les autochtones. À la fin de l'enquête, le suspect n'était pas l'assassin. C'est son beau-frère, et plus précisément celui qui lui avait cherché la femme, qui l'a tué. Le meurtrier, auparavant, entretenait une rancœur vis-à-vis de ce dernier, car il avait trouvé qu'on était en train de battre sur sa sœur, c'est après qu'il y a eu cet assassinat »¹⁴.

Les propos précédents ont, entre autres, pour intérêt de mettre en scène le bouc émissaire. Celui sur qui la charge d'un acte criminel est imputée. Celui avec qui l'on doit inexorablement en découdre et, pour autant que faire se peut, exorciser le courroux orchestré par ledit acte. Devant les faits mis en exergue par l'interviewé précédent, il importe de prendre au sérieux la proposition selon laquelle « la science politique devrait bien s'intéresser au bouc émissaire, au besoin qu'a la société de boucs émissaires pour se faire pardonner telle lâcheté, telle catastrophe ; mais la théorie du bouc émissaire n'est pas facile à établir, il y a ceux qui savent tenir l'emploi, d'autres qui inspirent la pitié. Ils protestent de leur innocence, mais personne ne les croit ! »¹⁵. Parler dès lors de l'Autre comme bouc émissaire en matière de criminalité, c'est dire qu'en cas d'acte criminel constaté dans la région du Sud Cameroun, la réaction spontanée voudrait que le criminel soit d'abord imaginé, stigmatisé, avant même toute enquête devant établir les responsabilités ou désigner le ou les coupable(s). Cette attitude a un fondement qui se loge dans les représentations sociales, lesquelles s'appuient sur le fait que l'étranger, ou mieux l'Autre, est soupçonné comme ayant développé ou exécuté souvent des pratiques peu orthodoxes en rapport avec le ou les corps.

Dans cet ordre d'idées, la haine ou le rejet de l'étranger peut être spontané¹⁶. Le bouc émissaire a toujours été considéré comme un agent destiné, d'un point de vue téléologique, à réguler la violence, ou à en condenser son ampleur, au sein du corps social. En effet, « le mécanisme du bouc émissaire est fondamental de toute société en ce sens qu'il désamorce, d'une certaine manière, la violence. Il désigne le rassemblement du groupe contre une victime arbitraire, qui permet de se débarrasser sur cette victime d'un problème insurmontable. L'expulsion ou le meurtre de la victime laisse la communauté sans antagonistes et produit une réconciliation de fait. Le coupable puni devient également le sauveur, et le sacrifice synonyme de retour à la paix¹⁷ »¹⁸.

¹¹ Jodelet D., « Formes et figures de l'altérité », in Sanchez Mazas M. et Licata L. (dir.), *L'Autre : Regards psychosociaux*, Grenoble, Les Presses de l'Université de Grenoble, 2005, p. 24.

¹² Renvoient aux Forces de l'ordre.

¹³ Conducteur de mototaxi.

¹⁴ *Focus group*, intervention de M. A. (anonymat requis), Sangmélima, le 21 juillet 2020.

¹⁵ Spifame G., « Le bouc émissaire », *La Revue administrative*, n° 367, 2009, p. 55.

¹⁶ Laplante J., « Tenter de voir la violence des jeunes dans le conflit à sa base », in *Le piège de la violence et les jeunes*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2007, p. 137.

¹⁷ Il me semble que c'est là la définition des ancêtres collectifs, ou même des dieux, dans les sociétés primitives. On retrouve, d'ailleurs, ce schéma dans bon nombre de religions primitives, dont les mythes ne sont que le reflet, et que les hommes prennent pour modèles de leurs rites (voir Girard R., « Violence et société », *Revue des deux mondes*, vol. 12, n° 35, 1988, p. 94).

¹⁸ Girard, 1988, *ibid.*

La convocation du concept d'insécurité humaine, dans le cas d'espèce, vise à rendre compte d'une réalité participant des actes de violence dramatiques, certes non permanents, mais occasionnels qui se perpétuent dans la région du Sud, objet de cette réflexion. L'on conçoit ici l'insécurité humaine comme l'envers de la sécurité humaine qui se caractérise par une vie à l'abri de la peur, du besoin, voire, dans une large mesure, de l'indignité.

Les crimes rituels constituent donc l'ossature des représentations qui travaillent les imaginaires des populations et guident l'indexation ou la désignation spontanée de l'Autre envisagé comme « l'étranger », en regard non seulement de son identité, mais aussi des pratiques culturelles. Selon la présidente départementale des Syndicats des commerçants du Dja et Lobo, âgée d'une cinquantaine d'années, « on a agressé une jeune fille du lycée technique de Sangmélina en prenant ses organes, une autochtone, tout comme le jeune mort à Ndjantom. Alors, quand on arrête les suspects et puis qu'on les relâche ! Face à cela, les jeunes ont dit : *Bite'eya b'agressions*¹⁹ »²⁰.

Mais il faut faire observer que l'Autre, ou l'étranger en question, est donc aussi en situation d'insécurité, quant à la rapidité avec laquelle sa culpabilité est actée, ou est susceptible de l'être, par son vis-à-vis ethno-communautaire. Cette considération soulève, dès lors, le problème des biais possibles dans le repérage du coupable élevé au rang de bouc émissaire.

Sécurité humaine et fardeau élitaire au Sud Cameroun : le cas des jeunes

Les élites urbaines fabriquées par la colonisation n'ont jamais complètement rompu avec leurs racines, ne serait-ce que pour des raisons de clientélisme politique²¹. Au-delà de l'argument pratique et évident de l'attachement à la terre natale, ledit clientélisme est emblématique de l'interdépendance et de l'utilité réciproque des agents ou acteurs d'un champ sociopolitique considéré. Le rapport entre sécurité humaine et fardeau élitaire au Sud Cameroun, impliquant les jeunes, peut donc être envisagé sous une double perspective. Celle de l'instrumentalisation des jeunes par l'élite, et celle de l'auto-instrumentalisation des jeunes.

L'instrumentalisation des jeunes s'explique par leur dépendance vis-à-vis de l'élite, mieux vis-à-vis de ceux qui se sont distingués dans la région du Sud sous le règne du Président Biya. Ils ont, pour la plupart, émergé par leurs propres efforts ou grâce au concours d'opportunités, voire de facilités qui leur ont été accordées. Le rapport de la plupart des jeunes, vis-à-vis de ces derniers, a souvent été celui du retour d'ascenseur de ces élites vis-à-vis d'eux, tout se passant comme si lesdites élites ont une obligation implicite ou explicite de s'occuper d'eux, voire de leur tendre ou de leur tenir la main. Cette main tendue, tenue ou à tenir, ne l'est pas sans maximisation des intérêts quelconques de ces élites sur le plan politique, voire de la légitimation tout court. L'auto-instrumentalisation de ces jeunes s'appréhende à l'aune de la simple fierté d'avoir quelqu'un de son ethnie ou de sa région qui se trouve haut placé dans les appareils de l'État. Cette fierté mute généralement, ou la plupart du temps, en orgueil pour les mêmes causes. Ces deux types d'instrumentalisation des jeunes au Sud du Cameroun ne les mettent, cependant, pas à l'abri d'une vie faite d'insécurité humaine. Car la peur et le besoin ne s'évaporent pas, d'un coup, du fait de la richesse de son capital social, aussi proche soit-il. Raison pour laquelle, l'on finit par entendre des propos comme ceux qui suivent : « On observe que la région regorge d'élites, mais le paradoxe²² est que cette région n'est pas outillée à la hauteur de la composition de ses élites, pas d'emplois, pas de développement, pas de projets pour les jeunes. Et au lendemain des élections²³, les populations ont saisi cette opportunité pour exprimer leur

¹⁹ On est fatigué des agressions.

²⁰ Entretien, Sangmélina, le 21 juillet 2020.

²¹ Pérouse de Montclos, 2002, *op. cit.*, p. 25.

²² Sur la question des paradoxes dans cette région, l'on lira Ateba Eyene C., *Les paradoxes du "pays organisateur"*. *Élites productrices ou prédatrices : le cas de la province du Sud à l'ère Biya (1982-2007)*, Yaoundé, Saint Paul, 2008.

²³ L'interviewé fait référence ici à la présidentielle de 2018.

mécontentement car c'était le seul moment à elles réservé pour faire entendre leurs voix »²⁴. On peut encore entendre : « Lors des mouvements qu'il y a eu ici à Sangmélina, les casseurs avaient des revendications. Au-delà de la question sécuritaire, ils avançaient le fait qu'ils ont été délaissés par les élites en 36 ans de pouvoir, que celles-ci n'ont rien fait pour la jeunesse d'ici. Même les chantiers sont arrêtés. Arab Contractor ne fonctionne plus. Ils sont devenus des chômeurs et que là où ils se débrouillent, c'est le transport par moto, et que quand un allogène emprunte une moto en route, il emprunte toujours celle de son frère allogène ; que les élites leur achètent aussi les motos (1000 motos) et qu'on leur trouve du travail. Qu'ils ont laissé le commerce aux allogènes, que les allogènes leur laissent aussi le transport par moto »²⁵.

Envisager donc les jeunes comme étant un fardeau élitare, au Sud Cameroun, consiste à prendre au sérieux, les attentes, les découragements et autres déceptions de ces derniers vis-à-vis de l'élite du Sud, sous le règne du Président Biya qui en est originaire.

Par ailleurs, fin 2019, l'on a, en l'occurrence, observé, lors de la préparation de l'élection du maire de la ville de Sangmélina, la manifestation de l'exaspération des jeunes par rapport à une possible reconduction du maire Essiane. Il fallait, en effet, voir dans le cadre de ces manifestations des protagonistes constitués d'élites locales et urbaines, et précisément de jeunes. Ils étaient nombreux à ne plus vouloir du maire en question, pour des raisons globalement de qualité de vie que le concept de sécurité humaine résume bien.

Réactions ethno-populaires et sociopolitiques à l'insécurité humaine

L'insécurité humaine n'est pas sans conséquences au Sud Cameroun. À Sangmélina, ces dernières sont vérifiées à travers la mise en mouvement de la violence, des saccages de boutiques et des départs des populations allogènes. Ce qui précède n'a pas manqué de mobiliser divers acteurs, en vue de la reconstruction politique du vivre ensemble.

Violences, saccages de boutiques et départs des populations allogènes

Il peut arriver que la violence fasse naître la peur, et aussi que la peur débouche sur la violence. La peur serait-elle, ainsi, une condition de la violence ?²⁶. En fait, les « réactions sociales au crime »²⁷ peuvent être compréhensibles si l'on prend au sérieux la gravité du crime en tant qu'acte qui remet en cause les principes moraux et les codes qui régissent la vie en société. Dans cette perspective, un interviewé précise ce qui suit : « En tant qu'observateur extérieur, je dirais qu'il y a eu des manifestations au lendemain des élections, cela n'est que l'aboutissement des frustrations des populations du Sud en général et du Dja et Lobo en particulier »²⁸. Par ailleurs, ajoute un autre informateur : « Un peu comme si c'est une histoire qui était préméditée ou organisée, les casses ont commencé en quelques temps. Entretemps, on a emmené le premier suspect (avec les babouches et l'on l'a gardé au poste de police du marché central de Sangmélina) et l'autre, le Bamoun, les forces de maintien de l'ordre l'on emmené. Avant que les casses ne commencent, certains avaient déjà écrit sur leurs portes, et partout où on voyait Boulu sur la porte, on ne cassait pas »²⁹.

²⁴ Entretien avec M. Jean Pierre Y. (anonymat requis), étudiant à l'université de Yaoundé II, la vingtaine, originaire du Sud (Zoétélé), Sangmélina, le 20 Juillet 2020.

²⁵ Entretien avec M. Alassa, commerçant au marché central de Sangmélina, originaire du Nom, la quarantaine, le 20 juillet 2020.

²⁶ Laplante J., 2007, *op. cit.*, p. 142.

²⁷ Louis-Guerin C., 1984, *op. cit.*, pp. 623-635.

²⁸ Entretien avec M. Jean Pierre Y., *op. cit.*

²⁹ Entretien avec M. Z. (anonymat requis), commerçant au marché de Sangmélina, la trentaine, originaire du Noun.

En effet, de par sa fonction modernisatrice, la ville est accusée de bien des maux³⁰. La violence urbaine n'est évidemment pas spécifique à l'Afrique³¹. Mais, plusieurs facteurs y contribuent et il est difficile d'en appréhender la complexité car ils font intervenir pêle-mêle des questions de classes, d'ethnies, de religions et/ou de races³². En prenant au sérieux la catégorie ethnique, l'on peut par ailleurs entendre ce qui suit : « Au deuxième jour de la contestation, la plus violente, les gars sont entrés dans les quartiers. Ils arrachaient les motos des Bamoun, chassaient les gens de leur domicile, brulaient certaines motos et salons en fabrication des allogènes. C'est le cas par exemple des canapés à Mbeli'i³³, et au carrefour Madagascar, cela s'est fait devant moi. Ils voulaient brûler l'agence Galaxy Voyage qui appartient à un allogène haoussa, le seul concurrent de Buca Voyage appartenant à un autochtone. Les Haoussa sont donc sortis avec les flèches. L'affrontement a commencé. C'est là que le Préfet est arrivé et a fixé une ligne séparant les deux camps au niveau du pont Afamba qui sépare le quartier Akon et le centre-ville. Les enfants étaient à l'école, pas moyen d'aller les chercher et pas moyen de rentrer à la maison. C'est ce soir-là que le Gouverneur est arrivé et les troupes parties d'Ébolowa et de Yaoundé sont arrivés »³⁴. Et les propos suivants précisent : « Akon, c'est le quartier de ceux qui viennent pour la plupart d'ailleurs. Pendant que les casses se passent au centre commercial, le pont sur l'Afamba avait été bloqué, et nous autres venant d'ailleurs (Bamoun, Haoussa³⁵, quelques Bamiléké avaient été moins touchés), avons décidé d'aller au marché afin de limiter les casses. Le blocage du pont d'Afamba ne nous permettait pas d'arriver au centre commercial et de sécuriser nos biens commerciaux. Cela a certainement été fait pour limiter les casses et a permis qu'il n'y ait pas de morts »³⁶.

Le jour précédant l'arrivée du gouverneur, un interviewé rapporte : « Ils ont commencé par casser les boutiques, les quincailleries, et à prendre machettes, haches, arraches clous et, à partir de ce matériel, ont tout mis par terre : magasins de téléphones, boutiques de chaussures, etc. Pour se protéger, il fallait que tu écrives boulu (autochtone) et qu'en même temps, que tu monnaies. Ils se sont mis à piller. Les hommes en tenue étaient là, les gens allaient vers eux, mais ils n'intervenaient pas »³⁷.

La criminalité qui constitue le fait générateur de tout ce qui est rapporté ci-dessus n'est pas un phénomène isolé, mais tire sa signification et son importance, en grande partie, de ceux mêmes qui y réagissent. Or ces réactions dépendent des représentations que chaque individu ou groupe se fait du crime et du criminel. Ces différents témoignages permettent de prendre acte de ce que « la violence rompt le rapport à l'Autre. Elle établit un vide, une rupture, elle nie l'Autre, elle en fait une chose, un objet »³⁸. C'est pourquoi « il convient de toujours tenir compte du contexte, des conditions, des intérêts, de la situation d'interaction, des faits découlant de cette situation, des dommages causés aux individus et à leurs possessions, des préjudices que subissent leurs participations symboliques et culturelles dans la société à laquelle ils appartiennent »³⁹. Au sujet des dommages, écoutons encore cet interviewé : « Franchement, ces moments-là, j'étais prêt à faire des choses illicites pour avoir de l'argent, s'il n'y avait pas les conseils des grands frères, car je venais de prendre un crédit pour lancer mon affaire et j'ai été cassé et vidé complètement. Il faut cependant noter que ces casses sont l'œuvre d'une minorité de personnes. Ils ne sont pas

³⁰ Perouse de Montclos, M.-A., 2002, *op. cit.*, p. 26.

³¹ *Ibid.* p. 15.

³² Olivier, cité par Perouse de Montclos, M.-A., 2002, *op. cit.*, p. 11.

³³ Un quartier de la ville de Sangmélina.

³⁴ Entretien avec M. Alassa, *op. cit.*

³⁵ « Car quand il y a eu réunion de crise, on a juste mobilisé Bamoun et Haoussa, c'est eux qui font plus le commerce ici. Les Bamiléké n'ont pas beaucoup été touchés. Celui qui a été le plus touché c'est Saint Laurent Télécom. Les boutiques qui ont le plus été touchées sont celles des Bamoun, des Haoussa, surtout des Bamoun, à peu près 99, 50 % de boutiques bamoun ont été touchées ». Entretien avec M. Z., *op. cit.*

³⁶ Entretien, *ibid.*

³⁷ Entretien avec M. Alassa, *op. cit.*

³⁸ Laplante J., 2007, *op. cit.*, p. 139.

³⁹ *Ibid.*, p. 142.

tous d'accord dans cette affaire. Il y a une maman boulu dans le marché, commerçante, qui était prête à se sacrifier pour protéger mon comptoir, mais on l'a insolenté et on lui a demandé de partir »⁴⁰.

Devant la gravité des saccages et la situation d'insécurité, des membres des communautés allogènes et notamment bamoun vont se résoudre à quitter la ville de Sangmélina, mais non sans idées de revanche. D'où ces propos recueillis dans ladite ville : « Nous, jeunes, avons déjà projeté, à quelques exceptions près, de lancer une chasse à l'homme dans le Noun⁴¹, contre tout ressortissant du Sud. Tous ceux qui rentraient avaient déjà cette idée en tête, mais ils ont été stoppés net. Ce sont les interventions du Sultan, Roi des Bamoun et de Ndam Njoya, le défunt via sa femme accompagnée d'un groupe de personnes qui ont apaisé la situation »⁴².

De la reconstruction politique du vivre ensemble

Partout, l'insécurité et les moyens d'y faire face sont, de manière chronique, au centre du débat politique⁴³. Ainsi, en réaction à la criminalité et à ses conséquences, l'on peut dire que la préoccupation de plus en plus vive de la population pour la sécurité⁴⁴ est révélatrice de ce que la sécurité des personnes et des biens a pu se placer au cœur du débat public, parce qu'avec elle se pose la question de l'identité collective dans sa face politique : celle du civisme et de la citoyenneté⁴⁵.

En effet, le politique est immanent à la société, c'est-à-dire qu'il est impliqué dans celle-ci, grâce à trois fonctions qu'il y assure : il promeut l'intégration sociale, assure un ordre social et définit des finalités et des valeurs. Sans « le politique », au sens de « *polity* », qui assure l'ensemble des régulations relatives au conflit et à la coopération des individus et des groupes au sein de la société, point de « vivre ensemble », de vie organisée en commun⁴⁶. Bien plus, souvent perçue comme un jeu de stratégie ou de conquête du pouvoir, la politique est pourtant principalement l'art d'organiser le « vivre ensemble »⁴⁷. En considérant le politique comme l'organisation de la coexistence humaine, en l'occurrence, comme l'art de faire coexister des gens aux intérêts divergents sans qu'ils s'entretient⁴⁸, l'on souscrit au fait que sans État, il n'est pas possible de promouvoir le destin individuel et le destin collectif⁴⁹. Si le politique, c'est l'art de faire vivre des gens ensemble, sans qu'ils s'entretient, cela requiert de penser la paix civile dans sa double forme d'état ordonné et de retour à cet état lorsque celui-ci est troublé⁵⁰.

En effet, le concept ou adjectif « politique » renvoie ici à une dynamique du « vivre ensemble ». Le « vivre ensemble » peut procéder par consensus ou conflit. Il peut passer par des structures et institutions mises en place pour l'entretenir. Il renvoie donc également au *pouvoir* que les individus et les groupes exercent entre eux, et les uns sur les autres. C'est dans ce sens que cet interviewé met en exergue le rôle joué, non seulement par le Sultan, Roi des Bamoun, mais aussi par Adamou Ndam Njoya : « Le Sultan a envoyé des délégations de façon régulière pour nous entretenir sur le vivre ensemble. Et il a apporté du cash, de l'aide financière, Ndam Njoya également. Ce que le Sultan a fait nous a vraiment calmé. Les deux ont joué un très grand rôle

⁴⁰ Entretien, le 19 juillet 2021 avec M. X. (anonymat requis), commerçant au marché de Sangmélina, la trentaine, originaire du Noun.

⁴¹ Le Noun est un département situé dans la région de l'Ouest Cameroun.

⁴² Focus group, 21 juillet 2020, intervention de M. Z, *op. cit.*

⁴³ Wright & Galaway cité par Roché, 1991, *op. cit.*, p. 301.

⁴⁴ Louis-Guerin C., 1984, *op. cit.*, p. 623.

⁴⁵ Roché S., 1991, *op. cit.*, p. 302.

⁴⁶ Balzacq T. et al., *Fondements de science politique*, Louvain-La Neuve, De Boeck, 2014, p. 30.

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ Garapon A., « Que signifie maintenir l'ordre ? » *Esprit*, n° 248 (12), 1998, pp. 122-123.

⁴⁹ Tshiyembe M., « État multiethnique en tant que modèle de nouvelle gouvernance en Afrique noire de ce début du XXIème siècle », *Présence africaine*, n° 175, vol. 177, 2008, p. 341.

⁵⁰ Garapon A., 1998, *op. cit.*, p. 127.

dans cette histoire-là »⁵¹. Pour M. Mfouapon Alassa, cité plus haut : « Le grand chef traditionnel du Sud qui réside à Ebolawa, Biloa Effa, lors de sa prise de parole a dit que le Sultan Roi des Bamoun n'a pas de leçon à donner au président de la République. Car il avait demandé, lors de la tenue du Grand dialogue national, à ce dernier la libération des sécessionnistes pour que les choses se calment. Cela a aussi aggravé la situation à Sangmélima. La seule personne qui a articulé une parole pacifique en vue de calmer la foule, était Fame Ndong, car il a dit que ce que les jeunes ont fait a sali l'image du Président, lui qui prône le vivre ensemble. Ce que les initiateurs des casses n'ont pas apprécié »⁵².

Par ailleurs, les revendications des jeunes articulées plus haut étaient relayées par Mvondo Assam, neveu du président de la République, qui se présentait, à l'occasion du grand dialogue communautaire organisé à la Maison du parti du RDPC de Sangmélima, comme le porte-parole des jeunes. Pour restaurer l'ordre public et le vivre ensemble, « le gouverneur a donc instruit le Préfet et toute la chaîne de commandement, jusqu'aux chefs traditionnels de veiller à ce que de pareilles choses ne se produisent plus, de veiller sur la sécurité de tous. Le gouverneur a laissé un escadron de la gendarmerie, l'équipe anti-émeute de la gendarmerie. Ce sont donc ces derniers qui ont restauré le calme. Mvondo Assam à son tour a organisé une rencontre de football intercommunautaire, pour réconcilier les uns et les autres et pour prouver qu'il n'avait rien à voir dans ces affaires »⁵³.

Conclusion

L'insécurité humaine, dans le cas d'espèce, est appréhendée en focalisant l'attention sur le rapport à l'Autre. Ce dernier est généralement et spontanément considéré comme le bouc émissaire idéal, en matière de criminalité, ce qui n'exclut pas, comme on l'a vu, des biais dans la détermination et le traitement du ou des criminels désignés. Par ailleurs, la sécurité humaine peut être éclairée dans une optique marxiste, en tant que celle-ci met en exergue le « fardeau » que représentent les jeunes de Sangmélima en particulier et du Sud en général.

L'insécurité humaine n'est pas sans conséquences au Sud Cameroun. Lesdites conséquences se vérifient à travers la mise en mouvement de la violence, sur les corps et les esprits au sens symbolique du terme, et se traduisent par des saccages des boutiques et le départ des populations allogènes. Ce qui précède n'a, cependant, pas manqué de mobiliser divers acteurs en vue de la reconstruction politique du vivre ensemble, autant que faire se peut. Ledit vivre ensemble restera fragile tant que la sécurité humaine, l'instrumentalisation sociopolitique, la pauvreté et l'oisiveté subie des jeunes en milieu urbain, et notamment à Sangmélima qui se présente comme une ville multiethnique, ne sera pas au cœur des politiques publiques locales de façon indiscutable.

⁵¹ *Focus group*, 21 juillet 2020, intervention de M. Z., *op. cit.*

⁵² Sangmélima, le 20 juillet 2020.

⁵³ Entretien avec M. Mfouapon Alassa, *op. cit.*